



12 novembre 2021
Communiqué de presse

CRISE HUMANITAIRE À LA FRONTIÈRE BIÉLORUSSE : L'UNION EUROPÉENNE DOIT PRÉSERVER LES DROITS DES RÉFUGIÉS

Entre 3 000 et 4 000 réfugiés sont nassés depuis plusieurs jours à la frontière qui sépare la Pologne et la Biélorussie. Des femmes, des hommes et des enfants se retrouvent piégés entre les fusils de soldats biélorusses et polonais dans un froid hivernal qui met leur vie en danger immédiat. Ces milliers d'êtres humains en détresse sont victimes d'un jeu diplomatique cynique entre le régime autoritaire de Biélorussie et le gouvernement ultra conservateur polonais. Et d'une instrumentalisation indigne de l'extrême-droite française, avec la sortie du porte-parole du RN Julien Odoul appelant à laisser les exilés "mourir dans le froid".

Nous condamnons fermement les graves violations des droits des réfugiés commises par les autorités biélorusses et polonaises. Nous dénonçons également l'inaction de l'Union européenne, incapable de faire respecter le droit d'asile inscrit dans la Charte européenne des droits fondamentaux par l'un de ses Etats membres. La proposition du président du Conseil Charles Michel, qui a évoqué la possibilité de financer des murs contre les réfugiés, est une réponse particulièrement indigne des valeurs que l'Union européenne prétend défendre, le choix des barbelés face à celui d'un accueil organisé.

Notre délégation demande à la Commission européenne de garantir immédiatement des observateurs internationaux, de l'aide humanitaire et des journalistes empêchés par les autorités polonaises, d'exiger de la Pologne qu'elle respecte la convention de Genève, et de mettre un terme à ces refoulements illégaux et brutaux. Notre délégation demande à la Commission européenne et aux Etats membres de faire preuve de la plus grande sévérité envers les autorités biélorusses qui instrumentalisent et mettent en danger des vies humaines. L'Union européenne doit enfin respecter ses engagements internationaux et mettre en œuvre une politique migratoire coordonnée entre les Etats membres, humaine, solidaire et respectueuse des droits fondamentaux.

Délégation France insoumise au Parlement européen

Contact presse : Cassandra Serier - +33 6 48 75 49 32